



Appel du Collectif « Non à l'OTAN, non à la Guerre »

Rappelons d'abord que l'OTAN a été créée en 1949 et le pacte de Varsovie en 1955. Cette organisation a dans ses objectifs la conservation des intérêts politiques et économiques des pays capitalistes occidentaux, son objectif essentiel étant militaire. À ce titre il contrevient aux termes de la Charte des Nations Unies qui réserve au seul Conseil de Sécurité le recours à la force dans les relations internationales. Tout aussi illégale, et pour les mêmes raisons, pourrait être une Europe de la Défense.

En août 2007, le nouvellement élu Président N. Sarkozy annonçait devant le Congrès étasunien le retour de la France dans les organes du commandement intégré de l'OTAN et en 2008, il décidait le renforcement de la présence militaire française en Afghanistan. Il s'engageait par la même occasion à renforcer les liens entre l'UE et l'OTAN.

C'est dans ce contexte que le collectif « OTAN-Afghanistan, non à la guerre, non à l'OTAN ; paix – liberté – démocratie » s'est constitué en 2008 pour mobiliser l'opinion publique et sensibiliser les forces sociales et politiques sur les dangers de cette politique. Composé d'environ cinquante organisations, ce collectif a participé à la mobilisation internationale lors du sommet de l'OTAN à Strasbourg et Kehl (Allemagne) en avril 2009. Il fait partie de la coalition internationale « No to War, No to NATO » qui a organisé les contre-sommets de l'OTAN de Lisbonne, Cardiff et Varsovie.

Le Président F. Hollande a suivi la même orientation que son prédécesseur en matière de participation aux opérations militaires de l'OTAN, de soutien à sa stratégie de la tension en Europe et d'augmentation des budgets consacrés à l'armement et aux guerres. L'objectif de consacrer 2% du PIB à ce budget, sans cesse répété et exigé par les dirigeants de l'OTAN, est programmé pour la France. Cela représenterait une augmentation de 30% du budget de la Défense au moment où les budgets sociaux sont à la baisse, que la pauvreté s'étend et que les inégalités se creusent.

Si pour l'essentiel les troupes françaises engagées en Afghanistan ont été retirées, le nombre des OPEX, « opérations extérieures », n'a cessé d'augmenter, aussi bien en Afrique qu'au Moyen Orient.

L'échec de l'intervention internationale en Afghanistan est patent, ce pays en sort ravagé, dévasté et divisé. Il en est de même de tous les pays dans lesquels l'OTAN est intervenue, directement ou indirectement. La volonté de l'OTAN de se déployer en Afrique et de développer des « partenariats », partout dans le monde, contribue à la montée des tensions et des dangers de guerre.

La « guerre contre le terrorisme » est une des justifications de la poursuite de cette politique, elle s'accompagne du soutien aux régimes réactionnaires du Moyen Orient qui l'utilisent pour asseoir leur statut de puissances régionales. Toutes les guerres menées sous cette bannière ont échoué et elles n'ont fait que créer les conditions pour le développement des groupes qui se réclament d'un « Islam radical ».

Les bombardements font des milliers de victimes civiles et poussent des dizaines de milliers de personnes sur les routes de l'exil, ces réfugiés qui se heurtent aux murs et aux barbelés, aux patrouilles navales de l'OTAN qui croisent en Méditerranée. Celle-ci a l'impudence de prétendre aider ces migrants, alors qu'elle ne fait que dresser une barrière supplémentaire.

À cela, s'ajoute aujourd'hui en Europe même, une politique de tension et de provocations constantes à l'égard de la Russie. Pour preuves, le déploiement du « bouclier anti missile » sous le contrôle exclusif des dirigeants étasuniens, l'envoi de troupes internationales « tournantes », toujours plus nombreuses, au plus près des frontières de la Russie, la relance de la politique de la terreur nucléaire. L'emploi de bombes atomiques est de plus en plus considéré comme une « option possible » au mépris du caractère criminel de cette arme, tel que rappelé par la résolution de 1961 de l'A.G. de l'ONU. C'est le retour à l'antagonisme entre blocs qui pourrait faire de l'Europe le premier terrain d'affrontement. La Pologne a accueilli en 2016 les manœuvres militaires les plus importantes en Europe depuis 50 ans.

Dans ce contexte dangereux et grave pour tous les peuples, il est important que les forces démocratiques, les forces qui luttent pour la paix entre les peuples, contre les guerres de redistribution des espaces réservés entre les grandes puissances, pour la solidarité internationale, agissent ensemble, fassent entendre ce cri de ralliement « non à l'OTAN, non à la guerre », pour y gagner le plus grand nombre.

Plateforme d'action

Tirant le bilan de ces années de travail, des mobilisations qu'il a permis de développer, des liens qui se sont tissés en France et au niveau international, et surtout, devant les défis qui nous sont lancés par la politique de guerre, par la militarisation des relations internationales, par l'explosion des ventes d'armes, nous proposons à toutes les organisations qui ont participé au collectif « OTAN-Afghanistan », et à toutes celles qui sont intéressées par ce combat, de continuer et d'amplifier la mobilisation.

- Le collectif propose de s'appeler dorénavant le Collectif « Non à l'OTAN, Non à la guerre » ;
- Nous proposons qu'il se fixe comme objectif de mener un travail sur les thèmes suivants, qui peuvent constituer le corps de sa plate-forme :
 - Faire grandir l'opposition à l'appartenance de la France à l'OTAN, sous le mot d'ordre : « que la France sorte de l'OTAN et qu'avec nos partenaires internationaux, tous se mobilisent pour la dissolution de cette organisation de mort » ;
 - Mener un travail d'information, d'explication et de mobilisation sur le thème : « non au budget de guerre » et, immédiatement, contre son augmentation de 30 % que le Gouvernement français annonce ;
 - Dénoncer les guerres par procuration et exiger l'arrêt effectif et contrôlé des ventes d'armes aux États, aux groupes armés et aux régimes qui les utilisent contre leur peuple et/ou pour faire la guerre aux autres peuples ;
 - Mener un travail d'explication sur les dangers de la militarisation de l'économie, qui engloutit des sommes considérables d'argent public au détriment de la satisfaction des besoins sociaux, de l'éducation et de la santé ;
 - Dénoncer la relance de la politique en matière d'armement nucléaire qui ne fait que développer l'insécurité ;
 - Militer pour le retrait des troupes françaises des terrains de guerre, pour le retrait des troupes françaises d'Afrique et la fermeture des bases militaires qui servent aussi à l'OTAN.

Et dans les mois qui viennent, créer les conditions d'une mobilisation populaire extrêmement forte pour la tenue du contre-sommet de l'OTAN qui est prévu en mai 2017, à Bruxelles.

Paris le 17 octobre 2016

Premiers signataires de l'appel : Américains contre la guerre (AAW), Anciens Appelés en Algérie et leurs amis contre la Guerre (4ACG), Abolition Armes Nucléaires - Maison de Vigilance, ARAC, ATTAC, Collectif Faty KOUUMBA : Association des Libertés, droits de l'homme et non-violence, Conseil Démocratique Kurde de France (CDK-F), Droit-Solidarité, Enseignants pour la Paix, EELV, Ensemble !, Femmes Égalité, Femmes Solidaires, Iraniens contre la guerre, Le Mouvement de la Paix, Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN), Mouvement de la jeunesse communiste de France (MJCF), MRAP, Collectif Ni Guerres ni État de Guerre, Parti de la Démondialisation (ParDem), Parti de Gauche, Pole de la Renaissance Communiste en France, PCOF, PCF, Sortir du colonialisme, UD-CGT 75, Union Pacifiste de France, Union Syndicale Solidaires,